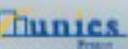


LA LETTRE



Meilleurs
Vœux
2009

cités  **unies**
France

9, rue Chatelet 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81
Fax : (+33/0)1 53 41 81 41 • e-mail : crop-dec@cites-unies-france.org
www.cites-unies-france.org

cités  **unies**
France

Décembre 2008 - Janvier 2009

SOMMAIRE

Editorial	3
Afrique	4
Amérique latine et Caraïbes	13
Amérique du Nord	17
Asie	19
Europe	21
Méditerranée	24
Union européenne	33
CGLU	36
Réflexions	37
Actualités	39
Agenda	41
Publications	44

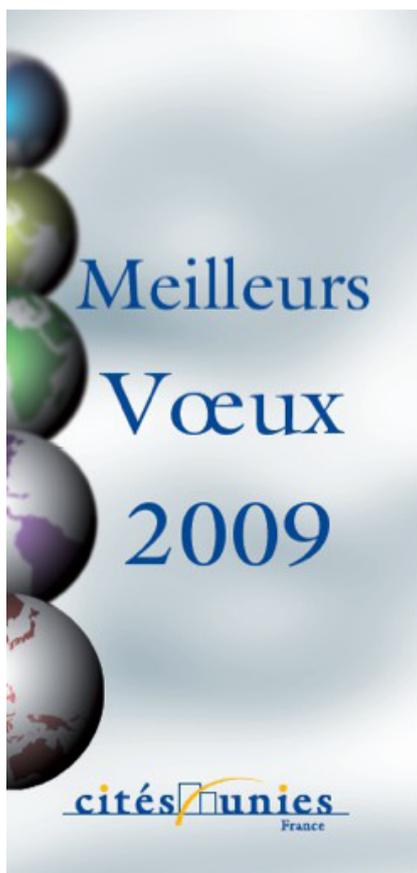
RAPPEL !

L'assemblée générale de Cités Unies France le mercredi 21 janvier 2009 !

Le bureau exécutif de Cités Unies France du 15 octobre a pris la décision de reporter l'assemblée générale, initialement prévue le mardi 16 décembre, au mercredi 21 janvier prochain.

Pensez à nous renvoyer le bulletin de participation et de candidature à l'adresse suivante :

maite@cites-unies-france.org



Bernard Stasi, président d'honneur,

Charles Josselin, président,
Bertrand Gallet, directeur général, et
toute l'équipe de Cités Unies France
vous adressent leurs meilleurs vœux
pour cette année **2009**.

N'HÉSITÉZ PAS À VISITER LE SITE DE CITÉS UNIES FRANCE :

www.cites-unies-france.org

Les collectivités françaises locales et régionales à l'honneur

Cette fin d'année aura été marquée par une grande visibilité de la coopération décentralisée française sur les scènes européennes et mondiales ainsi que par le succès des idées défendues inlassablement par Cités Unies France.

Lors des journées européennes du développement à Strasbourg, les 16 et 17 novembre, fut présentée la **charte européenne de coopération en matière d'appui à la gouvernance locale**. Sous ce titre un peu long se cache un document qui est le résultat d'un long travail copiloté par le ministère de la coopération et par le président de Cités Unies France.

Enrichi et amendé par les réseaux de pouvoirs locaux des pays de l'Union, le texte préparé au Ministère des Affaires étrangères français devait être adopté lors d'une communication du conseil des ministres européens. Cette charte n'est pas un texte de plus. Elle reprend ce qui avait été fait auparavant en matière d'autonomie locale mais elle pose surtout la gouvernance locale au cœur des problématiques de développement. Elle en était en fait le plus souvent absente. Pour s'en convaincre, il n'est que de regarder les objectifs du millénaire pour le développement.

Nous avons largement évoqué l'avancée obtenue au Parlement européen par Pierre Schapira, député européen et adjoint au maire de Paris, avec la prise en compte de la coopération décentralisée dans un programme européen. Cela marque une rupture dans la politique de la commission systématiquement ignorante du rôle joué par les collectivités dans les projets de développement. Par la suite devait être lancée aux journées de Strasbourg, la **plate-forme des autorités locales et régionales dans le développement** portée par le CCRE. Elle reprend le modèle de la plateforme Concorde des ONG humanitaires et de développement. Regroupant les associations de pouvoirs locaux européennes et nationales les plus actives, ainsi que quelques villes ayant une expérience forte, cette plate-forme est destinée à être la voix des collectivités européennes en matière de coopération et de développement.

Ce sera un réseau d'information et d'échange et un lieu de dialogue avec les organisations non gouvernementales mais ce sera surtout un interlocuteur prépondérant vis à vis des institutions européennes.

Nous ne rappellerons pas le rôle moteur qu'a joué CUF dans la gestation de cette plate-forme. Nous nous engageons à y participer pour mieux défendre à Bruxelles la coopération décentralisée telle qu'elle est pratiquée par nos adhérents.

L'autre événement international de cette fin d'année fut, du 27 au 30 novembre, la tenue du conseil mondial de CGLU à Istanbul. Sans entrer dans le détail d'une réunion très riche, on a pu y constater l'importante présence de collectivités françaises et le rôle moteur qu'elles jouent dans les nombreuses commissions de CGLU. Citons la commission coopération décentralisée présidée par la ville de Lyon, la commission Méditerranée présidée par Marseille, la commission des villes périphériques où Nanterre joue un rôle central et beaucoup d'autres.

Ne retenons que deux points : un axe franco-hollandais a été créé pour fédérer les deux initiatives euro-israëlo-palestiniennes sur la paix au Proche-Orient. Un seul groupe de travail mondial existe désormais sur cette question permettant un meilleur dialogue avec les politiques et les bailleurs de fonds. CUF et le MAP hollandais y jouent un rôle central aux côtés de l'ULAI israélien et de l'APLA palestinien. L'autre initiative concerne le tourisme solidaire. Il a été entériné à Istanbul que CUF porterait le secrétariat du groupe de travail mondial créé sur ce thème avec la région Auvergne, l'Etat du Yucatan au Mexique et la ville de Montréal.

Toutes ces actions ne sont engagées que pour enrichir les services offerts à nos adhérents en les plaçant, autant que possible, au cœur des réseaux et de problématiques du monde.

Nous pouvons collectivement nous féliciter de ces positions des collectivités locales et régionales françaises. En cette période de crises multiples, il faut absolument préserver cette mondialisation positive profitable à tous. Au Nord comme au Sud.

BÉNIN

Présidence en cours de renouvellement

ACTUALITÉS BÉNIN

Plusieurs mois après les élections municipales de avril 2008, de nombreux partenariats de coopération décentralisée se retrouvent face à de nouveaux élus Béninois, le taux de nouveaux maires étant important. Mais les changements ne concernent pas que le niveau local. Le récent congrès de l'Association nationale des communes du Bénin du 24 novembre a abouti à la mise en place de deux bureaux : l'un autour du président sortant et maire d'Abomey, Blaise Ahanhanzo Glèlè avec pour président d'honneur le nouveau maire de Ouidah et comme vice-président le maire de Porto Novo ; l'autre, autour du maire Parakou, Soulé Alagbé, rassemblant des membres du parti au pouvoir (FCBE) avec les maires d'Abomey Calavi et de Sèmè Kpodji.

Rappelons que l'ancien directeur de la Maison des collectivités locales et ministre de la Décentralisation, Monsieur Issa Démolé Moko n'a pas été renouvelé dans ses fonctions et ne fait donc pas partie du troisième gouvernement, nommé le 22 octobre. Son successeur est Monsieur Alassane Seydou, originaire de l'Alobori.

Les membres du groupe pays Bénin sont invités à se retrouver pour un échange informel autour de leurs partenariats, le mardi 16 décembre, à 14h30, dans les locaux de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

BURKINA-FASO

Président du groupe-pays par intérim : Michel Roux

Coopération décentralisée tripartite : le projet pilote France-Allemagne-Burkina Faso en marche

Juste avant les Journées européennes du développement, les 24 (3 x 8) communes allemandes, burkinabé et françaises, se sont retrouvées à Ettlingen, en Baden Württemberg, proche de Strasbourg, pour une journée d'atelier. Au menu, la question suivante : que veulent faire ces huit partenariats à trois, ensemble ? La réponse ne va pas de soi, vu les configurations très variables de ces huit trinômes. La plupart fonctionnent avec des bénévoles, actifs dans des comités de jumelage ; le conventionnement est loin d'être existant entre les trois partenaires et encore moins avec un engagement direct des trois municipalités ; enfin, le cadre juridique dans les trois pays est très différent : tantôt privilégiant le rôle des collectivités publiques, tantôt des structures associatives dans la coopération.

Pourtant, grâce à la bonne préparation des huit élus burkinabé (dont 6 maires !) et de la partie allemande (plusieurs réunions autour du Service pour les communes du monde en 2008), un accord général a pu être conclu : une étude de faisabilité sera demandée à un cabinet d'études burkinabé pour un projet commun, adaptée à chacune des huit communes burkinabé, dans le domaine de l'eau et de la gestion de la ressource en eau. Cette proposition finale a été portée par les deux maires adjointes françaises présentes, des villes de Châtelleraut et de Laval.

Ce projet pilote de coopérations décentralisées tripartites fait l'objet d'une documentation sur le site de Service pour les communes du monde, y compris en français, à l'adresse Internet suivante :

<http://www.service-eine-welt.de/fr/projetpilote/projet-projetpilotejumelagestripartites.html>

Cités Unies France fait office de relais de ce projet en France, en s'appuyant sur le groupe pays Burkina Faso. En Allemagne, le projet est largement porté, financement du ministère de la coopération à l'appui, par le Service pour les communes du monde, organisme de conseil financé par l'Etat, plusieurs Länder et la fédération des ONG allemandes. Au Burkina Faso, le projet s'appuie sur l'Association des municipalités du Burkina Faso, mais aussi sur la Maison de la coopération décentralisée ; une volontaire du DED – service de développement allemand, sorte d'AFVP allemand – est présente, en appui au projet.

Les résultats de cet atelier ont directement pu être présentés lors des Journées européennes du développement, à Strasbourg, dans le cadre de l'atelier «Coopération et gouvernements locaux : Synergie des acteurs européens», le lundi 17 novembre.

Les prochains mois serviront à définir les termes de référence de l'étude préalable ; un atelier franco-allemand sera organisé au premier semestre 2009 à Paris autour de cette étude, mais aussi sur un autre thème, probablement autour de la coopération interculturelle.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

BURUNDI

Le Burundi : un élan de reconstruction à soutenir

Depuis 2005, le Burundi, petit pays des Grands Lacs, s'est engagé sur la voie de la paix et de la reconstruction après 12 années de conflit interne. Le président de la République, Pierre Nkurunziza a pris deux engagements forts : la gratuité de l'école primaire afin de s'assurer de la scolarisation de tous les enfants et la gratuité des soins pour l'ensemble des enfants de moins de 5 ans et pour les femmes ayant des enfants de moins de cinq ans y compris pour l'accouchement. Ces deux mesures visent directement l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement.

Par ailleurs, un processus de décentralisation est en cours, à un niveau communal. Il existe

129 communes au Burundi, couvrant l'ensemble du territoire national, soit 27 000 km². Ces autorités locales burundaises souhaitent aujourd'hui s'ouvrir au monde et développer des liens de coopération décentralisée. La région Pays de la Loire a démarré une coopération en matière de sport, de santé, d'agro-alimentaire et d'environnement depuis deux ans. Jacques Auxiette, Président du conseil régional des Pays de la Loire, est également membre du bureau exécutif de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et souhaite promouvoir plus largement l'implication des élus locaux du sud au sein de l'organisation internationale créée depuis 2004 : le conseil régional a fortement soutenu, dans le cadre de son action de diplomatie régionale, l'élaboration du premier rapport sur « l'état de la décentralisation dans le monde » réalisé par CGLU. La région des Pays de la Loire a ainsi invité une délégation burundaise dont le vice ministre en charge du développement communal, à se rendre aux Journées Européennes du Développement récemment tenues à Strasbourg (du 15 au 17 novembre 2008) pour porter plus haut la voix des pouvoirs publics locaux burundais.

A l'occasion de ces Journées européennes du développement, un nouvel accord de coopération décentralisée a été signé entre la province de Bujumbura rural et la région de Parme en Italie.

Cités Unies France souhaite aujourd'hui promouvoir la coopération décentralisée dans l'Afrique des Grands Lacs, coopération aujourd'hui peu présente dans cette partie du continent. A cette fin, CUF appelle les collectivités françaises en recherche de partenariats à s'intéresser à cette région. CUF et la représentation de la région des Pays de la Loire au Burundi se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans des initiatives nouvelles vers ce pays.

Pour plus d'informations :

Laurence Arnoux, chargée de mission, Conseil régional Pays de la Loire (basée au Burundi)

Courriel : laurence.arnoux@paysdelaloire.fr

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

CÔTE D'IVOIRE

Cités Unies France, partenaire de la Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales à Abidjan du 25 au 27 novembre 2008

Du 25 au 27 novembre 2008, s'est tenue à Abidjan la Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales, soutenue par la délégation de la Commission européenne en Côte d'Ivoire sur le thème : « Paix, gouvernance locale et démocratie ».

Pauvreté, exode massif de populations, dégradation des services de base, caractérisent la plupart des collectivités ivoiriennes en sortie de crise socio-politique, alors que la crise mondiale, alimentaire, énergétique et financière s'invite au niveau local et que les ressources qui leur sont allouées restent trop faibles.

L'Union des Villes et des Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) et l'Association des Districts et des Départements de Côte d'Ivoire (ADDCI) ont initié cette Rencontre avec l'ambition, grâce à un dialogue entre élus de la sous-région et élus européens, de dynamiser le processus de sortie de crise, de renforcer le rôle et la légitimité des exécutifs locaux et de créer un nouveau temps fort de la coopération décentralisée en Côte d'Ivoire.

Ouverte par le Président de la République, Laurent Gbagbo, la Rencontre a rassemblé près de 400 participants venus du Cameroun, du Mali, du Niger, du Sénégal et, bien sûr, de Côte d'Ivoire, ainsi qu'une dizaine d'élus européens.

Les élus locaux ont effectué des visites de terrain dans des communes de la périphérie d'Abidjan et participé à trois tables-rondes : « Démocratie, Genre et Gouvernance locale », « Rôle des collectivités territoriales dans la gestion des crises : crise politique, crises sociales, crises alimentaires », ainsi que « Partenariats entre collectivités d'Afrique et d'Europe : l'appui de la coopération décentralisée à la gouvernance locale ».

Charles Josselin, président de Cités Unies France, a conduit la délégation française composée d'élu(e)s de Carpentras, de Marseille, de Vesoul, du Conseil général de l'Essonne et du Conseil régional d'Ile-de-France ainsi que d'Yvonnick Huet, Directeur général d'Agrisud, ONG spécialisée dans la lutte contre la pauvreté par la mise en économie et la création de la très petite entreprise (<http://www.agrisud.org>). Une délégation belge venue d'Ottignies - Louvain-la Neuve avait également fait le déplacement. L'Association internationale des maires francophones (AIMF), partenaire de l'événement, était représentée par William Ancion, ancien Ministre et Premier échevin honoraire de la ville de Liège.

Dans ses propos introductifs, Charles Josselin a notamment rappelé l'importance de la Charte européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale, à laquelle Cités Unies France a contribué dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne, à l'invitation du Secrétaire d'État au développement et à la Francophonie, Alain Joyandet. Cette Charte, adoptée en novembre 2008 lors des Journées européennes du développement à Strasbourg, reconnaît les collectivités territoriales comme des acteurs de développement à

part entière.

Alternant visites de terrain à Abobo, Koumassi, Yopougon et Grand-Bassam et échanges plus formels, la Rencontre a utilement permis aux élus locaux de la sous-région de débattre des réponses locales qu'ils avaient élaborées face aux défis de la crise qui les avait frappés.

Un observatoire ivoirien de la décentralisation, qui, selon le principe de subsidiarité, devrait être complémentaire de l'observatoire régional de la décentralisation abrité par le Partenariat pour le Développement Municipal, devrait voir le jour afin de renforcer le dispositif de suivi et d'évaluation du processus de décentralisation en Côte d'Ivoire.

Michel Arrion, Ambassadeur, chef de la délégation de la Commission européenne à Abidjan, a conclu la rencontre en mettant en garde les élus locaux ivoiriens contre un transfert des compétences qui induirait trop d'administration et de fonction publique. L'essentiel à ses yeux est la réforme de la gouvernance liée à la celle de la fiscalité et à la question de la redistribution au niveau local.

Certains des participants à la Première Rencontre Europe-Afrique, représentant tant des collectivités territoriales que des ONG ont évoqué dans la foulée de la Rencontre la perspective de partenariats autour de thématiques telles que la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités.

Pour plus d'informations :

Guylaine Traore, chargée de mission

Courriel : g.traore@cites-unies-france.org

Constance Koukoui et Astrid Frey, chargées de mission, pôle Afrique

Courriels : c.koukoui@cites-unies-france.org / a.frey@cites-unies-france.org

MALI

Président du groupe-pays Mali : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche

Assises de la Coopération Décentralisée 2008

Les Assises de la Coopération Décentralisée ont eu lieu du 12 au 14 décembre 2008, à Bamako, avec pour thème : «Gouvernance territoriale et développement économique local».

A l'instar du Forum tenu en 2005 à Bamako, la participation des collectivités françaises et structures impliquées dans la coopération décentralisée franco-malienne était forte.

Le programme est téléchargeable sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article608>

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, Député Maire d'Argenton sur Creuse

Réunion du groupe pays Mauritanie le 15 octobre 2008

Le groupe pays Mauritanie s'est réuni pour la seconde fois dans l'année le 15 octobre, accueilli par la municipalité et le comité de jumelage de Noisy-le-Sec (93). Une quarantaine de personnes, dont trois maires mauritaniens, avait fait le déplacement pour écouter l'exposé de l'Ambassadeur de la Mauritanie en France en personne, Madame Matt Mint Mohamed El Mokhtar Ould Ewne, sur la situation politique actuelle en Mauritanie, faire un tour de table sur leurs projets de coopération décentralisée, réfléchir sur les formations adaptées des élus à la décentralisation ou encore, aborder le sujet de la structuration des associations de migrants dans la coopération décentralisée.

La situation actuelle en Mauritanie, en particulier le blocage institutionnel qui a cours suite à la « rectification » opérée par les militaires le 6 août 2008, déposant le président de la République, a fait l'objet de débats assez vifs, auxquels Madame l'Ambassadeur s'est gentiment prêtée. Ces échanges ont permis aux collectivités présentes d'apprécier les différentes positions actuelles sur la situation en Mauritanie ; le groupe-pays Mauritanie et les collectivités qui le composent ont réaffirmé leur position : soutien aux populations locales, dialogue avec les élus locaux, échelon qui n'a pas été affecté par la crise institutionnelle. Les collectivités souhaitent s'abstenir de rencontrer des membres du gouvernement, nommés par la junte militaire. La situation de la région Centre, dont le président de l'association des maires et parlementaires du Gorgol a été nommé ministre, est un peu différente. De manière générale, les collectivités ont réaffirmé leur engagement aux côtés des populations mauritaniennes et n'entendent pas faire du groupe-pays un lieu de discussion sur la politique interne mauritanienne.

Le compte-rendu de cette réunion sera disponible avant les fêtes de fin d'année.

Le groupe pays Mauritanie est présidé par Michel Sapin, maire d'Argenton sur Creuse et député de l'Indre et Loire. En son absence, la réunion était présidée par Daniel Allieux, élu au SAN de Sénart. Qu'il en soit remercié ici.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Jean-Louis Destans, président du Conseil général de l'Eure

Réunion du groupe-pays Madagascar, le 2 décembre 2008

Le groupe-pays Madagascar s'est retrouvé pour la seconde fois cette année, le 2 décembre dernier sous la présidence d'Alain Huard, Vice-président du Conseil général de l'Eure,

représentant en son absence Jean-Louis Destans, président du Conseil général de l'Eure et président du groupe-pays Madagascar.

Une trentaine d'acteurs de la coopération décentralisée étaient au rendez-vous, soucieux de comprendre la politique du gouvernement malgache en matière de coopération. Jean Rivo Randrianarisoa, directeur général de la décentralisation au ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, a réaffirmé l'intérêt croissant porté aux programmes de coopération décentralisée. Il a exposé les trois axes de la politique de décentralisation et de déconcentration (PN2D) :

- consolider la décentralisation en termes de compétence, de ressources et de capacités ;
- déconcentrer les services publics au profit des collectivités locales ;
- un développement fondé sur la participation citoyenne (pour plus d'informations, le powerpoint de son intervention est disponible sur le site Internet de Cités Unies France).

Jean-François Gilon Meixner, conseiller de coopération adjoint à l'Ambassade de France à Madagascar, est revenu sur le flottement de la politique malgache qui a suivi les remaniements ministériels d'avril dernier, puis a salué la qualité des interlocuteurs à la Direction générale de la Décentralisation. Il a fait part d'une baisse prévisionnelle du budget français destiné à l'aide au développement à Madagascar en 2009 (-11%), et a insisté sur la nécessité de prioriser les actions dans un souci d'efficacité. Interrogé sur le sujet, il a annoncé le désengagement progressif de l'Ambassade de France sur le Programme National Foncier (PNF).

Les collectivités françaises ont exprimé leurs inquiétudes quant à la volonté du gouvernement malgache de faire des régions un réel niveau de décentralisation. Toutefois, il a été également rappelé que le rôle essentiel de la coopération était de tisser des liens forts entre collectivités françaises et malgaches et entre populations, quel que soit l'échelon administratif.

Le débat s'est ensuite tourné vers le thème du tourisme solidaire à Madagascar. Lionel Méfiant, directeur des relations internationales au conseil régional d'Auvergne, collectivité qui préside le groupe tourisme durable à Cités Unies France, a exposé l'expérience du conseil régional qui vise à mettre en place un tourisme durable dans la région de Vakinankaratra (hauts plateaux situés au centre du pays). Dans cette région au fort potentiel touristique mais délaissée par les visiteurs, six sites pilote doivent, dans une première phase du projet, prouver l'efficacité du tourisme solidaire au profit du développement économique local.

L'intervention d'un opérateur de tourisme solidaire, Pierre Vial, Président d'Arvel Voyages et vice-président d'ATES (Association pour le Tourisme Equitable et Solidaire), a conclu cette réunion en rappelant la nécessité d'une collaboration en amont entre professionnels du tourisme et coopération décentralisée afin de développer des projets de tourisme solidaire viables, plaçant les populations locales au centre de ces activités économiques.

Le compte-rendu de cette réunion sera disponible avant les fêtes de fin d'année.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

NIGER

Président du groupe-pays par intérim : André Bussery, maire honoraire de Juvisy-sur-Orge

3^{ème} colloque sur la coopération décentralisée Niger-France, les 24 & 25 novembre 2008, à Juvisy-sur-Orge

Après les éditions de Niamey, en 2005 et 2006, cet évènement, organisé par le programme concerté «Aniya» dans le cadre du groupe-pays Niger de Cités Unies France, a réuni les collectivités françaises et leurs homologues nigériennes, ainsi que différents acteurs et interlocuteurs de la coopération décentralisée, avec pour thème général : « Bilan et perspective d'évolution de la coopération décentralisée franco-nigérienne, en particulier des actions concertées du type d'ANIYA ».

Plusieurs thèmes transversaux ont jalonné les présentations et débats de ces deux journées :

- « Quelles stratégies d'accompagnement par les coopérations décentralisées de la décentralisation et du développement local au Niger ? »
- « Quelles retombées positives pour les collectivités françaises ? »
- « Quels intérêts et quelle efficacité des actions concertées pour la coopération ? »

Au programme, figuraient des ateliers et tables rondes particulièrement denses qui ont suscité de vifs échanges, sans cesse orientés vers le renforcement de la mutualisation particulièrement innovante, mise en place au sein du programme concerté « Aniya », au Niger comme en France.

Le 26 novembre, le Conseil général du Val de Marne accueillait une réunion conjointe des comités de pilotage français et nigérien du programme « Aniya ».

Les actes ou principales recommandations de ce 3^{ème} colloque seront disponibles dans les prochains mois, et serviront en particulier de base aux travaux prévus à l'occasion d'Assises de la coopération décentralisée, prévues à Niamey, fin mars 2009.

Le groupe-pays Niger se réunira le mercredi 14 janvier 2009, au siège de Cités Unies France. Les invitations seront envoyées très prochainement.

Pour plus d'informations :

André Bussery, président par intérim du groupe-pays Niger

Constance Koukoui, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Collectivité chef de file du programme concerté Aniya :

Communauté de Communes Faucigny Glières

Emilie Robert, chargée de mission Tourisme et coopérations internationales

Courriel : e.robert@ccfg.fr

Site du programme concerté Aniya : <http://www.france-niger.com/>

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays par intérim : Janine Planer

Réunions des sous-groupes Casamance et Vallée du fleuve Sénégal

Vendredi, 28 novembre 2008, les sous-groupes Casamance et Vallée du fleuve Sénégal se sont réunis dans les locaux de Cités Unies France sur le thème de la mobilisation des acteurs engagés en coopération décentralisée avec les collectivités sénégalaises, afin d'adopter un calendrier de travail commun. Les participants ont formulé les recommandations et priorités suivantes :

- la mutualisation des connaissances et des compétences ;
- l'appui technique des collectivités locales dans les domaines de la maîtrise d'ouvrage et du développement économique ;
- l'alphabétisation des populations concernées ;
- le renforcement d'échanges entre les collectivités du Sud et du Nord ;
- le renforcement des capacités dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'eau.

Une prochaine réunion plénière du groupe-pays Sénégal est envisagée début 2009. Le répertoire 2008 des partenariats de coopération décentralisée sera disponible fin décembre.

Pour plus d'informations :

Béatrice Zareczky-Weinberg, chargée de mission, en charge du groupe-pays Sénégal, depuis début octobre, dans le cadre du pôle Afrique de Cités Unies France

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Liberal, vice-présidente de la Communauté de communes de la côte Roannaise

La prochaine réunion du comité de pilotage mixte du Programme concerté Togo se tiendra au Togo, au mois de mars. La date précise sera communiquée prochainement.

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

AMÉRIQUE DU SUD (SAUF BRÉSIL), AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CUBA

Président du groupe-pays : Jean-Philippe Magnen, adjoint au maire de la ville de Nantes

Séminaire franco-mexicain

Charles Josselin, président de Cités Unies France, a participé au séminaire franco-mexicain pour l'identification des axes stratégiques de coopération en matière de politiques publiques, tenu au Mexique, les 2 et 3 novembre 2008. Ce séminaire était organisé, conjointement, par le ministère mexicain des Relations extérieures, l'Ambassade de France au Mexique et le groupement d'intérêt public France Coopération Internationale.

Cette réunion avait pour objectif de mobiliser les interlocuteurs publics des deux pays dans les secteurs suivants : santé, éducation, justice, fiscalité, gouvernance locale et décentralisation, environnement.

Premier Forum franco-argentin de la coopération décentralisée

Une quinzaine de collectivités françaises et une centaine de délégués argentins ont participé au Premier forum franco-argentin de la coopération décentralisée, organisé à Buenos-Aires et dans la capitale de la Province, La Plata, les 1er et 2 décembre 2008.

Le Forum a vu le jour grâce à une coopération du ministère des Affaires Etrangères et Européennes français, de la Direction Générale de la Coopération de la Chancellerie Argentine, du Secrétariat des Affaires Municipales du Ministère de l'Intérieur argentin, de la Province de Buenos Aires, de la Fédération argentine de municipalités, de l'Observatoire des Changements en Amérique Latine et de Cités Unies France.

Le Forum a permis une meilleure connaissance réciproque de l'organisation territoriale des deux pays, l'un étant fédéral et l'autre unitaire et facilité l'identification de problématiques communes dans des contextes différents. Les participants ont fait ressortir comme thèmes majeurs, le développement local et la gestion des services publics, mais aussi l'articulation avec la recherche universitaire et la gestion culturelle. Ils ont retenu qu'avec le soutien des Etats nationaux, les collectivités territoriales et leurs associations peuvent regrouper leurs efforts et lancer des projets d'intérêts communs.

Appliquant une formule originale, une dizaine de délégations de collectivités territoriales françaises se sont rendues, ensuite, pendant trois jours, dans différentes Provinces, en vue d'étudier les possibilités de partenariats.

Cités Unies France, en lien avec ses partenaires, organisera une réunion de bilan, en février prochain, en perspective d'un futur groupe-pays Argentine.

La déclaration finale du 1^{er} Forum franco-argentin de coopération décentralisée est sur le site Internet : www-cites-unies-france.org.

Nicolas Wit, directeur adjoint

Pour plus d'informations :

Félicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique Latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS NICARAGUA

Résultats des élections au Nicaragua

« La confirmation, par un conseil électoral contesté et sans observateurs indépendants, de la victoire de la gauche sandiniste aux élections municipales du dimanche 9 novembre menace de plonger le Nicaragua dans une grave crise de gouvernance. Partisans et opposants du président sandiniste Daniel Ortega se sont violemment affrontés dans les rues de Managua depuis lundi. » Source : Le Monde du 15 novembre 2008

« L'organisme d'observation électorale Ethique et de Transparence (qui n'a pas été autorisé à pénétrer dans les bureaux de vote) a dit aujourd'hui que les élections municipales qui se sont tenues ce dimanche au Nicaragua ont été «les moins transparentes» depuis les élections de 1996. «Nous voulons déclarer avec beaucoup de fermeté qu'aujourd'hui les élections ont été les moins transparentes accompagnées d'une plus grande intimidation ces dernières années et depuis 1996» a indiqué l'Organisme local, dans un communiqué de presse. »

(Extrait tiré d'un Article paru dans le journal nicaraguayen « La Prensa », le 12 novembre 2008 - traduction Cités Unies France)

ACTUALITÉS VÉNÉZUELA

Résultats des élections régionales et municipales au Venezuela

Les partisans du président vénézuélien Hugo Chavez ont remporté 17 des 22 Etats au cours des élections, tenues au Venezuela, le 23 novembre 2008. Ces élections ont rencontré un taux important de participation de 65%.

On note, toutefois, que l'opposition s'est renforcée, en remportant quelques scrutins importants comme la mairie de Caracas ou les Etats de Miranda et de Zulia.

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Visite d'une délégation de l'Etat de Minas Gerai

« Lundi 17 novembre, le président de la Région Nord-Pas-de-Calais Daniel Percheron, accompagné des vice-présidents Bernard Roman et Ginette Verbrughe, a accueilli Aecio

Neves Da Cunha, gouverneur du Minas Gerai, en compagnie de Jose Mauricio Bustani, ambassadeur du Brésil à Paris, et de Fernando Pimentel, maire de Belo Horizonte. La délégation brésilienne était composée d'une quinzaine de personnalités de l'Etat du Minas Gerai. » Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais a indiqué, dans son communiqué de presse que « cette importante rencontre faisait suite à des échanges engagés depuis plusieurs mois entre la région de Belo Horizonte et le Nord-Pas-de-Calais. Elle a permis de poser les bases d'un accord de coopération entre la Région et l'Etat du Minas Gerai au Brésil. »

http://www.nordpasdecals.fr/communiqués_presse/comm-2008/066.asp

Visite d'une délégation de l'Etat de Maranhao

Lundi 10 novembre 2008, une délégation de l'Etat du Maranhao a été reçue à Paris par Antoine Joly, délégué de l'Action Extérieure des Collectivités Locales, MAEE, Jean-Marc Laforet, directeur adjoint des Amériques, et Félicia Medina de Cités Unies France. Cette délégation a été présidée par le Gouverneur Jackson Lago, qui a fait part de son souhait de trouver un partenaire dans le cadre d'une coopération décentralisée sur un des thèmes suivants :

- revitalisation du bassin hydraulique d'Itapecuru ;
- décentralisation, régionalisation de l'Etat de Maranhao ;
- tourisme solidaire.

La délégation a visité également la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Lundi 24 novembre 2008, réunion d'installation du groupe-pays Haïti, Suresnes

Cette réunion a été l'occasion de poser les futures actions du groupe-pays. Celles-ci se déclinent autour de :

- la possibilité de présenter **une demande de subvention conjointe auprès de l'Union européenne** dans le cadre de l'appel à projet qui devrait être publié en décembre 2008 ou janvier 2009. **Une première réunion de réflexion sur ce point se tiendra le jeudi 8 janvier prochain ;**
- la mise en place d'un Comité de pilotage, composé des donateurs, afin de décider de l'affectation des fonds perçus par Cités Unies France (environ 20 000 euros à ce jour) dans le cadre de l'appel d'urgence pour Haïti après le passage des cyclones ;
- la préparation des assises franco-haïtiennes de la coopération décentralisée. Une réunion devrait avoir lieu courant janvier 2008 avec M. Philippe Pejo, Conseiller francophonie au Secrétariat d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie auprès du ministre des Affaires étrangères et européennes.

Pour plus d'informations :

Félicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique Latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS HAÏTI

Aide publique au développement

Lors de sa rencontre avec le Premier ministre haïtien Michèle Pierre-Louis, le Ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a annoncé l'augmentation de l'aide publique en faveur de son pays (34 millions d'euros en 2008). Le Premier ministre haïtien a rappelé les orientations politiques de son pays en faveur de la relance de la production agricole nationale.

ÉTATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, sénateur-maire de Strasbourg

Réunion du groupe-pays Etats-Unis

La prochaine réunion du groupe-pays Etats-Unis se tiendra au premier trimestre 2009.
Le déroulé prévisionnel sera adressé aux membres du groupe-pays dans les meilleurs délais.

Pour plus d'informations :

Guylaine Traoré, chargée de mission Etats-Unis

Courriel : g.traore@cites-unies-france.org

Les enjeux locaux après l'élection de Barack Obama : quelques pistes de réflexion

Des liens peuvent-ils être tissés entre les résultats des élections présidentielle et locales de novembre dernier aux Etats-Unis ? Analyse et pistes de réflexion pour les partenariats de coopération décentralisée transatlantique.

Y a-t-il eu une vague démocrate lors du renouvellement des 11 000 élus locaux désignés le même jour que le futur Président Obama ?

Il n'est pas possible de répondre à cette question. Non pas parce que les statistiques ne sont pas encore produites. Non pas parce que les élections locales ne touchaient pas tous les Etats. L'explication est à chercher dans la particularité du système américain.

Aux Etats-Unis, les élections municipales n'ont pas forcément un caractère partisan, c'est-à-dire qu'il peut n'y avoir aucune étiquette politique en jeu. Selon les chiffres avancés par la National League of Cities, il semblerait que pour tout de même deux tiers des villes, les élections ne soient pas partisans. Sur les 30 plus grandes villes des Etats-Unis, plus de la moitié ont choisi ce mode d'élection. Parmi elles, Los Angeles, Houston, Boston, Denver ou encore Seattle qui sont respectivement jumelées avec Bordeaux, Nice, Strasbourg, Brest et Nantes.

Les tenants d'un tel mode de désignation estiment que les partis politiques ne se situent pas au niveau le plus pertinent pour gérer un service public ou déterminer les besoins des citoyens et que cette responsabilité doit revenir à des experts, à des gestionnaires.

Par ailleurs, il faut savoir aussi que le vote local peut être déconnecté du vote fédéral.

Un électeur peut choisir un maire démocrate et en même temps voter républicain aux présidentielles. Le 4 novembre 2008, le citoyen américain a été amené à s'exprimer sur plusieurs scrutins (présidentiel, sénatorial, élection du juge de paix, référendum local...). Cela peut donner lieu dans certains Etats à un bulletin de vote* de plusieurs pages. En 2004, 2% des Américains avaient choisi de ne pas remplir les cases dévolues à l'élection présidentielle.

Aucune tendance ne peut-être dégagée alors ?

Pas vraiment. Une forte poussée démocrate s'est fait sentir au Congrès dont les membres sont rappelés-les élus localement. Le parti de Barack Obama détient 56 sièges sur 100 au Sénat et remporte près de 60% des sièges à la Chambre des représentants.

Quelle perspectives pour la coopération décentralisée franco-américaine sous la présidence d'Obama ?

Si le lien entre les résultats des élections locales et l'élection de Barack Obama n'est pas aisé à faire, l'impact de son élection sur les relations transatlantiques peut s'avérer important. Le Président de la République Nicolas Sarkozy dans sa lettre de félicitations a appelé de ses vœux au renforcement d'un partenariat plusieurs fois séculaire, s'appuyant sur l'énergie nouvelle que l'Amérique vient d'insuffler au monde.

Au niveau de la coopération décentralisée, nul doute que des thématiques, comme celles de la diversité que Barack Obama symbolise, de l'écologie urbaine... pourraient générer de nouveaux partenariats ou donner un nouveau souffle à certains d'entre eux. Notons que la nouvelle diplomatie écologique du Président Obama fera écho à l'engagement en faveur du Protocole de Kyoto qu'ont adopté plus de 500 maires américains, démocrates et républicains confondus. « Si le gouvernement ne signe pas Kyoto, les villes montreront le chemin » avait déclaré Antonio Villaraigosa, maire de Los Angeles, dès 2005.

Au sein même des collectivités françaises, l'avènement d'Obama encourage et légitime les actions, déjà nombreuses, entreprises en faveur de la diversité. A l'instar d'une quinzaine d'élus locaux de Seine-Saint-Denis qui ont décidé de lancer une association visant à engager une réflexion nationale sur l'action positive en politique.

Leila Deshuis et Guylaine Traoré

*Un exemplaire d'un bulletin de vote du Texas est disponible sur le site : www.cites-unies-france.org

Personnes ressources : **Pascal Delumeau**, chargé de mission au MAEE et **Pierre Bollinger**, chargé de mission pour la Coopération non-gouvernementale, Ambassade de France à Washington

Sources : Le Monde, Dossiers et documents, daté du 12 novembre 2008 ; www.elysee.fr ; pour plus de renseignements sur les élections « non partisans » : www.nlc.org/about_cities_100/169.aspx)

Le Forum Urbain Mondial de Nankin

La quatrième session du Forum urbain mondial a eu lieu à Nankin, du 3 au 6 novembre 2008, et a réuni près de 8000 participants. Intitulée « Urbanisation harmonieuse : les défis d'un développement territorial équilibré », cette rencontre leur a permis de réfléchir aux questions d'aménagement et d'urbanisme.

Conduite par Yves Dauge, sénateur et adjoint au maire de Chinon, la délégation française au Forum Urbain Mondial de Nankin, composée, entre autres, d'élus locaux, comme Jean Germain, maire de Tours, comptait une soixantaine de participants.

L'évènement réseau (« networking event ») sur la transversalité des politiques urbaines, organisé par l'Association des Maires des Grandes Villes de France (AMGVF), en lien avec Cités Unies France, l'Association internationale des maires francophones (AIMF), la Fédération nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) et le ministère des Affaires étrangères et européennes, a été un succès, tant par le nombre de participants (plus d'une soixantaine) que par la qualité des intervenants et l'intérêt des débats.

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population mondiale vit dans les villes et ce ratio ne va cesser de s'accroître : près de 70% de la population mondiale devrait être urbaine en 2050. Cette évolution doit nous conduire à repenser notre vision de l'aménagement territorial et plusieurs facteurs, dont le changement climatique et l'économie, sont aujourd'hui déterminants dans la construction des villes.

La cinquième édition du Forum Urbain Mondial devrait avoir lieu en 2010, à Rio de Janeiro (Brésil).

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission, pôle Asie

Courriel: h.migot@cites-unies-france.org

La 2^{ème} conférence internationale des villes jumelées

En 2000, l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE) organisait sa 1^{ère} conférence internationale des villes jumelées. Huit ans après, à l'occasion du 35^{ème} anniversaire des partenariats des villes chinoises, l'APCAE, qui fêtait son 54^{ème} anniversaire, a organisé sa 2^{ème} conférence internationale des villes jumelées.

Cette manifestation, qui a eu lieu les 8 et 9 novembre 2008, à Pékin, a réuni près de 500 participants, dont plus de la moitié non-chinoise : japonais, allemands, suédois, russes, hongrois, finlandais, ... Une dizaine de personnalités françaises, dont des représentants de la mairie de Bordeaux, avait d'ailleurs fait le déplacement à Pékin.

A l'occasion de cette rencontre, Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France, a rappelé le souhait de Cités Unies France de renforcer son partenariat avec l'APCAE, signé en 2007, afin de conforter la coopération décentralisée franco-chinoise et d'explorer les possibilités de coopérations tripartites entre des collectivités territoriales chinoises, françaises

et des pays en voie de développement. Il évoquait la possibilité de la participation d'une délégation de représentants locaux chinois à la cinquième édition d'Africités, intitulée "Promotion du développement humain durable et création des opportunités d'emploi dans les collectivités locales africaines", prévue à Marrakech, du 1^{er} au 5 décembre 2009.

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission, pôle Asie

Courriel: h.migot@cites-unies-france.org

Le forum des THNS de Shanghai

Dans le cadre de l'accord intergouvernemental sur le développement urbain durable, signé le 27 novembre 2007, une première conférence franco-chinoise sur les systèmes de transports urbains durables a été organisée à Shanghai, à l'Université de Tongji, les 11 et 12 novembre 2008.

Des représentants des villes de Bordeaux, de Lyon et du Havre étaient présents à cette occasion et y ont présenté des expériences innovantes en matière de transports à haut niveau de service (THNS).

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission, pôle Asie

Courriel: h.migot@cites-unies-france.org

BALKANS

La conférence sur l'Europe du Sud-Est, les 6 et 7 novembre 2008, à Vienne

Une centaine de représentants de collectivités et associations locales de plus de 20 pays ont participé à la conférence sur l'Europe du Sud-Est, les 6 et 7 novembre 2008, à Vienne.

La conférence était organisée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) avec le soutien du Städtebund autrichien et de NALAS (Réseau des Associations d'Autorités Locales d'Europe du Sud-Est). Les débats ont porté sur les dossiers prioritaires pour les villes d'Europe du Sud-Est, tels les finances locales, l'aménagement du territoire, l'énergie et l'environnement, les jumelages, et les préparatifs pour l'adhésion à l'UE.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article616>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Europe

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Assemblée générale de NALAS, les 23 et 24 novembre 2008, à Tirana, Albanie

Avec près d'une centaine de participants, l'Assemblée générale de NALAS (Réseau des Associations de Pouvoirs locaux de l'Europe du Sud-Est) a constitué un temps fort de rencontres et d'échanges autour du thème central de la décentralisation fiscale dans l'Europe du Sud Est, dans un contexte de crise économique mondiale.

La déclaration des présidents des associations membres de NALAS, adoptée au mois de juin dernier, a été présentée à cette occasion. Elle formule des recommandations à leurs associations de gouvernements concernant les règles et les procédures relatives aux négociations budgétaires avec leurs Etats. Elle propose d'engager, dans les meilleurs délais, les procédures de propositions d'amendements des lois en vue d'assurer la participation des associations de gouvernements locaux aux négociations relatives aux budgets des collectivités.

Alain Frémont, adjoint à la ville de Nevers et président du groupe-pays Serbie de Cités Unies France, est intervenu lors de l'AG, en présence du Premier Ministre albanais. M. Fremont représentait à cette occasion Cités Unies France.

Voici un extrait de son intervention qui sera bientôt disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

« ...voilà un espace attachant qui me permet d'assurer un message pour dire qu'il ne faut pas oublier ce côté-la de la Méditerranée.

L'oubli ne sera pas notre faiblesse car, c'est avec vous que nous établirons une nouvelle étape de la construction européenne avec la volonté que vous aurez d'une vraie coopération. C'est la main tendue de Cités Unies France, c'est l'effort des collectivités locales françaises afin de

faciliter les échanges et de favoriser une concertation plus étroite.

La proposition de Cités Unies France, c'est d'assurer une coordination entre villes françaises et villes des Balkans, la voilà la vérité de ce message concret, qui ne peut se nourrir que d'un état d'esprit. »

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Europe

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

RUSSIE

Rencontre franco-russe des collectivités territoriales : « Mettre en valeur son patrimoine touristique »

L'ambassade de France en Russie, en partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie et l'Agence Fédérale du Tourisme de la Fédération de Russie, a organisé les 27 et 28 novembre dernier, à Moscou, une conférence destinée aux représentants des collectivités territoriales françaises et russes, intitulée Rencontre franco-russe des collectivités territoriales : « Mettre en valeur son patrimoine touristique ».

Cette rencontre, qui a rassemblé près de 200 personnes, dont une quarantaine de représentants français, comme Jean Paul Bachy, président de la région Champagne-Ardenne, Michaël Moglia, vice-président de la région Nord-Pas-de-Calais et Patrice Dole, maire des Houches, a été l'occasion de présenter des expériences russes et françaises dans le domaine du tourisme et de réfléchir aux moyens de partager nos savoir-faire respectifs en matière touristique, afin de valoriser les richesses de nos patrimoines.

Fort de ce succès, l'Ambassade de France en Russie devrait renouveler l'expérience l'année prochaine, en organisant une nouvelle rencontre sur un autre thème, restant à définir.

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission, Russie

Courriel: h.migot@cites-unies-france.org

Rencontres Russie 2008

Le Sénat a organisé, le 10 décembre dernier, en partenariat avec Ubifrance, un colloque à dimension économique concernant la Russie.

Plus d'informations sur le site Internet du Sénat :

<http://www.senat.fr/international/progrussie2008/progrussie2008.html>

2010 : Année croisée France-Russie

L'année 2010, déclarée Année de la Russie en France et de la France en Russie, sera l'occasion de nombreuses manifestations, notamment dans les domaines artistiques et culturels, célébrant les liens anciens et durables qui existent entre la France et la Russie.

Plus d'informations sur le site Internet du ministère de la Culture :

<http://www.culturesfrance.com/evenement/France-Russie-rendez-vous-en-2009/evpg510.html>

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

Report des Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine, les 19 et 20 février 2009

Les Assises de la coopération franco-marocaines, prévues initialement à Agadir, les 18 et 19 décembre, sont reportées au 19 et 20 février 2009. Cette décision a été prise conjointement par les deux présidents du Comité de pilotage mixte afin de laisser un peu plus de temps à la préparation de ces assises.

Le contenu et le déroulé des assises reste le même.

L'ouverture des inscriptions sera possible prochainement sur le site du PAD Maroc.

La prochaine réunion du comité de pilotage mixte, qui concerne les chefs de file des ateliers, se réunira le 19 décembre, à Agadir. Elle sera précédée le 18 décembre en fin de journée d'un comité de pilotage français des assises.

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission, pôle Méditerranée

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Colloque « Eau, assainissement et coopération décentralisée »

Judi 18 décembre, le groupe d'échanges mis en place sous l'égide du Comité national de l'eau (CNE) et la Commission nationale de la coopération décentralisée française (CNCD) se réunira à Agadir. Organisée en partenariat avec le Secrétariat à l'Eau et à l'Environnement (SEE) du Royaume du Maroc, cette réunion aura pour principaux objectifs de faire le point sur les coopérations décentralisées franco-marocaines portant sur ce thème, d'identifier des synergies souhaitables et d'adopter une stratégie de renforcement des capacités des autorités locales dans la gestion des services d'eau potable et d'assainissement.

Cette rencontre sera également l'occasion d'élaborer une contribution pour les Assises de la coopération décentralisée maroco-française.

Pour plus d'informations :

Pierre-Marie Grondin, secrétariat du groupe CNCD – CNE

Courriel : grondin@pseau.org

Programme Concerté Maroc - Cycle de conférences territoriales sur « la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales »

Au cours du second semestre de l'année 2008, le Programme Concerté Maroc (PCM) a organisé un cycle de conférences en région, au Maroc, sur les logiques de concertation entre associations, pouvoirs publics et collectivités locales sur le thème de « la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales ».

Ces conférences territoriales ont abouti le 5 décembre à une conférence nationale, à Rabat, permettant de faire la synthèse des conférences territoriales et de faire des propositions concrètes en faveur d'une meilleure structuration et coopération des acteurs sur les questions de jeunesse au Maroc.

La conférence a réuni une centaine de personnes, dont les pouvoirs publics marocains et français. Le adjoint au maire en charge de la jeunesse de la ville de Paris, Bruno Julliard, a pu livrer l'expérience de la ville de Paris sur cette question.

Un compte-rendu de la conférence sera prochainement disponible sur le site du PCM et de Cités Unies France.

Programme concerté Maroc et appels à projets de la DAECL

Une réunion entre Mme Mevel Reingold et M. Joly de la DAECL, Alain Canonne de la MAIIONG, M. Jahshan, coordinateur général du PCM à Solidarité Laïque et Mme Ginette Verbrugge, vice-présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, et Virginie Rouquette pour Cités Unies France, s'est tenue au sujet de l'implication des collectivités territoriales dans le PCM.

La DAECL a validé le principe selon lequel l'instruction des dossiers pour les appels à projet 2009 (dont la candidature est actuellement ouverte) au Maroc accorderait une attention particulière aux projets de coopération décentralisée qui assurent un lien avec la dynamique du PCM.

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Une fiche de présentation du PCM est disponible sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article324>

ainsi que sur le site du Programme Concerté Maroc :

<http://www.pcm.ma/>

PALESTINE

Invitation à découvrir deux jeunes artistes

Jad Salman, arrivé en France il y a peine un an, gagne à se faire connaître. Les temps sont difficiles pour les artistes en général et encore plus pour les artistes palestiniens. Vous trouverez tout son travail, sa biographie et encore plus d'informations le concernant sur son site Internet : www.jadsalman.ps.

Wadie, lui, vient de boucler un triptyque de documentaires sur les Territoires Palestiniens. Wadie est le pseudonyme de deux jeunes réalisateurs Mourad Fallah et Jean-Michel Petaux. Mourad a poursuivi des études de journalisme à l'École de Bordeaux et après trois années dans l'actualité où il a essentiellement travaillé pour France 3. Il s'intéresse à l'un des conflits contemporains majeurs, le conflit israélo-palestinien, et réalise, au cours de ses quatre voyages, un film documentaire mêlant trois visions d'une guerre politique.

Pour plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article617>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

RÉSEAU DE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE POUR LA PALESTINE (RCDP)

Les nouvelles des coopérations

... de Gennevilliers

La ville de Gennevilliers et la ville d'Al Bireh entretiennent depuis 2003 des relations de coopération. Celles-ci sont confirmées par une convention de coopération. Les axes de coopération visent à favoriser le soutien au développement d'Al Bireh au service de la population.

Dans ce cadre, comme chaque été, un groupe de 12 jeunes palestiniens d'Al Bireh a été accueilli du 15 au 23 juillet 2008 à Gennevilliers avec au programme :

- des rencontres ;
- des activités culturelles, sportives et ludiques ;
- des visites à Paris.

Cette initiative permet à des jeunes palestiniens d'échapper durant quelques jours à un quotidien difficile, lié à l'occupation israélienne, dans une dimension de rencontre, de partage et d'amitié.

Le programme d'activités réservé au groupe est bien évidemment partagé avec des jeunes genevillois.

Par ailleurs, un échange d'adultes (habitants d'Al Bireh et habitants de Gennevilliers) est organisé depuis maintenant 2 ans. Ainsi en décembre 2007, 6 adultes genevillois ont été accueillis dans des familles à Al Bireh et en juin 2008 des palestiniens ont séjournés à Gennevilliers dans des familles.

Durant leur séjour, les genevillois ont rencontré diverses associations culturelles, des associations de femmes, de jeunes, et ont pu mieux se rendre compte de la réalité de ce que vivent au quotidien les palestiniens même si à Al Bireh, la situation est « moins compliqué » qu'en d'autres endroits de la Cisjordanie ou dans la bande de Gaza.

Les palestiniens quant à eux durant leur séjour à Gennevilliers ont rencontré, témoigné, échangé avec des genevillois sur leurs conditions de vie, la situation politique dans les territoires,

Ils ont également partagé avec des genevillois des temps festifs lors de repas chez les uns ou chez les autres, visité le château de Versailles, des monuments de Paris, et participé à la fête de Gennevilliers.

Du 13 au 19 décembre 2008, 7 à 8 adultes genevillois seront accueillis dans des familles palestiniennes. Durant son séjour à Al Bireh, la délégation genevilloise assistera à une conférence de littérature pour enfants. Cette initiative a été financièrement soutenue par la ville de Gennevilliers.

En juin 2009, 7 à 8 adultes palestiniens seront, à leur tour, accueillis à Gennevilliers.

Enfin, d'autres projets se poursuivent :

- soutien financier pour des cours de français en direction d'étudiants, de personnel communal, avec comme perspective l'accueil de stagiaires palestiniens ;
- aide au développement (soutien financier pour construction de complexe sportif)
- achat de broderies à une association de femmes ;
- aide financière pour projet éducatif au bénéfice des jeunes du camp de réfugiés d'Al Amari, situé à Al Bireh ;
- soutien à des associations sportives de la ville et du camp de réfugiés, ...

Pour plus d'informations :

Ridha Guessoum, chargé de mission Relations internationales, Mairie de Gennevilliers

Courriel : ridha.guessoum@ville-genevilliers.fr

Festival international de musique universitaire, à Jérusalem

Avec le concours de la Ville de Belfort, l'Université Al Quds, seule université palestinienne à Jérusalem, organisera la première édition d'un festival international de musique universitaire, les 10, 11 et 12 octobre 2009.

Plus de 150 jeunes musiciens venant du monde en entier se produiront en public sur le principal campus d'Abu Dis (aux portes de Jérusalem – derrière le Mur) et sur le site universitaire situé dans la Vieille Ville de Jérusalem.

Les collectivités locales, les universités, les écoles de musique, sont appelées à contribuer à cet évènement culturel majeur en mobilisant et en finançant le déplacement de groupes amateurs.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article604>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Amel Djaffar, responsable des relations internationales, Ville de Belfort

Courriel : adjaffar@mairie-belfort.fr

ISRAËL - PALESTINE

La déclaration finale du Réseau Européen

La Déclaration finale de la III^{ème} conférence du Réseau des collectivités locales européennes pour la paix au Proche Orient est disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

« ... Les villes et les gouvernements locaux d'Europe réunis à Venise à l'occasion de la Troisième Conférence Européenne des Collectivités Locales pour la Paix au Proche-Orient, sous le Haut Patronage du Président de la République italienne, Giorgio Napolitano, avec le patronage du Parlement européen, du Ministère italien des affaires étrangères, du Comité des Régions, du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux du Conseil de l'Europe, du Conseil des Communes et des Régions d'Europe et de l'Association Mondiale des "Cités et Gouvernements Locaux Unis" (CGLU) ... »

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Réseau des collectivités locales européennes pour la paix au Proche-Orient : création d'un groupe de travail « Paix au Proche-Orient »

Les gouvernements locaux et régionaux se sont réunis à Istanbul du 27 au 30 novembre, à l'invitation de Kadir Topbas, maire d'Istanbul et co-président de Cités et Gouvernements Locaux Unis, et en présence de Bertrand Delanoë, maire de Paris et Président de CGLU, Amos Masondo, maire de Johannesburg et co-président de CGLU, Zhang Guangning, maire de Canton et co-président de CGLU.

Venant de 50 pays, des centaines de participants, maires, représentants des autorités locales et régionales, experts, ont eu l'occasion d'assister à la tenue du Bureau Exécutif et du Conseil Mondial de CGLU. 33 réunions ont permis aux différentes commissions de l'organisation mondiale ainsi qu'à ses partenaires de faire le point sur les actions en cours et de décider celles à venir.

Au cours de ces journées, trois sujets essentiels pour les gouvernements locaux et leurs citoyens ont été traités : la crise financière et ses conséquences ; les politiques d'inclusion sociale ; la prévention des risques de catastrophe.

Une proposition officielle a été formulée conjointement par Cités Unies France et le Réseau des villes néerlandaises (VNG) lors du bureau exécutif. Il s'agit de reconnaître l'Alliance municipale pour la paix (MAP) et le Réseau des collectivités locales européennes pour la paix au Proche-Orient comme les deux initiatives importantes ouvrant pour la paix au Proche-Orient. De plus il s'agit de créer un groupe de travail sur la paix au Proche-Orient qui pourrait inscrire ses activités dans le cadre de la commission Méditerranée et de la commission diplomatie des villes de CGLU.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission, pôle Méditerranée

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

D'une Seule Voix, le film

Israéliens et Palestiniens, juifs, chrétiens et musulmans, ils sont avant tout musiciens. Partant du constat qu'il est maintenant impossible pour eux de se rencontrer en Israël ou dans les Territoires Palestiniens, Jean-Yves Labat de Rossi, vieux routard de la musique, va les chercher chez eux, de part et d'autre du mur, pour les inviter à une tournée surprenante qui les réunira en France pendant trois semaines.

Un pari audacieux qui se révèle rapidement risqué. Dès le début de la tournée, les rivalités apparaissent inévitablement. Sur scène, c'est un triomphe alors que dans les coulisses, le ton monte. Mais cette promiscuité à laquelle ils ne peuvent échapper devient peu à peu un lieu d'échange. L'exaspération liée à la fatigue de la tournée et aux antagonismes politiques se transforme en liens qui se tissent et dont la musique en est le fil de trame.

Un documentaire aussi improbable que poignant.

Plus d'informations sur le site Internet :

www.dailymotion.com/video/x6bbrw_dune-seule-voix-bande-annonce_shortfilms

Pour plus d'informations :

(pour vous procurer le DVD du film ou organiser une projection)

Xavier de Lauzanne, réalisateur, producteur

Tél : 06 62 56 61 72

Aloest Productions, 26 rue Paul Bert, 92100 Boulogne Billancourt

Tél : 01 41 31 06 82

GROUPE-PAYS ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

ACTUALITÉS ISRAËL

Elections municipales en Israël : 11 novembre 2008

Ci-dessous un résumé des résultats des élections municipales dans les villes d'Israël, ainsi que les noms des nouveaux maires du pays.

Jérusalem : Nir Barkat, le candidat laïc aux municipales de Jérusalem a remporté la victoire avec 52% des voix. Son principal concurrent l'orthodoxe Meir Poroush a reçu 47% des voix, alors qu'Arkadi Gaydamak seulement 3.6%. Un quatrième candidat moins connu, Dan Biron a reçu moins d'1% des suffrages. Nir Barkat, le nouveau maire de la capitale a affirmé après les résultats qu'il s'agit d'«une victoire pour Jérusalem, une victoire pour Israël, une victoire pour le peuple juif».

Tel-Aviv : L'actuel maire de Tel-Aviv Ron Houldai remporte la victoire des élections municipales de la ville. Ron Houldai a reçu 50.69% des suffrages alors que son principal concurrent, Dov Hanin a obtenu 32.32% des voix. A la suite de l'annonce des résultats, celui-ci a affirmé qu'il retournerait à la Knesset d'où il continuera ses actions.

Ashdod : Le Dr Lasri a remporté la victoire aux élections municipales d'Ashdod avec 56% des voix. Son concurrent, le maire sortant Tzvi Tsilker a obtenu 44% des suffrages. Il s'agit d'un changement de taille pour Ashdod vu que Tzilker était maire d'Ashdod durant 35 ans.

Beer Sheva : Le candidat Roubik Danilowitch a remporté la victoire aux élections municipales de Beer Sheva avec 60.4% des voix. Son principal concurrent, le maire sortant Yaacov Trener a obtenu 30% des suffrages. Le troisième candidat Yossi Sheli a reçu 9.6% des voix.

Netanya : L'actuel maire de Netanya, Myriam Fieberg a remporté une victoire écrasante aux élections municipales de la ville avec 81% des voix. Son principal concurrent, Kobi Levi a obtenu 11% des suffrages. Le troisième candidat Haim Friderih a reçu 4.5 % des voix alors que Réouven Maimon, le quatrième concurrent a obtenu 3.5%.

Rishon Lezion : Le candidat Dov Tzour a remporté la victoire aux élections municipales de Rishon Lezion avec 52.3% des voix. Il l'emporte sur son principal concurrent, l'actuel maire de la ville, Meir Nizan en fonction depuis 25 ans, qui a obtenu 47.7% des suffrages.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, maire adjoint de Lyon

Suites réunion du groupe-pays Liban du 10 septembre – Projet collectif

Lors de la réunion du groupe-pays Liban du 10 septembre, un projet collectif de renforcement de la coopération décentralisée franco-libanais. La note précisant les contours de ce projet est téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

N'hésitez pas à nous faire part de vos remarques et propositions d'amendements !

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission, pôle Méditerranée

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

« Je veux voir », un film sur le Liban

« Après la guerre de juillet 2006, nous nous demandons quelles histoires raconter, quelles images montrer. Nous nous demandons : « Que peut le cinéma ? ». Cette question, nous décidons de la poser vraiment avec l'aide d'une icône, une comédienne qui représente pour nous le cinéma, Catherine Deneuve. Elle va rencontre à Beyrouth notre acteur fétiche, Rabih Mroué. Ensemble, ils parcourent les régions touchées par le conflit. A travers leurs présence, leur rencontre, nous espérons retrouver une beauté que nos yeux ne parviennent plus à voir. Une aventure imprévisible, inattendue commence alors.

Le film « Je veux voir » a été présenté en première mondiale, au Festival de Cannes 2008, en Sélection officielle « Un certain regard » où il a reçu une standing ovation. »

Pour plus d'informations :

Kinda Marie Elias

Courriel : kindaelias@free.fr

TURQUIE

Séminaire sur la coopération décentralisée franco-turque

Cités Unies France a organisé, en collaboration avec l'association des municipalités de Turquie (TBB) et avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD), le 27 novembre dernier, à Istanbul, le premier séminaire de la coopération décentralisée franco-turque.

Cette rencontre, tenue lors du Congrès Mondial de Cites et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), a réuni plus d'une cinquantaine de participants, élus et responsables de services des collectivités territoriales françaises et turques.

Des élus de Marseille, de Paris, de Gironde et d'Ile de France, ainsi que la Consul de France, des conseillers de l'Ambassade de France en Turquie, des représentants de l'AFD, et de nombreuses collectivités turques, ont présenté leurs cadres légaux d'intervention et échangé leurs expériences.

Les collectivités turques ont exposé avec beaucoup de clarté leurs attentes en matière de coopération décentralisée et manifesté un vif intérêt pour un développement des coopérations avec des collectivités françaises.

Elles ont par ailleurs insisté sur la nécessité de ne pas laisser de côté les petites collectivités. L'une des conclusions de cette rencontre a été que la Turquie, pays encore trop mal connu par les collectivités françaises, est un partenaire incontournable dont le rôle diplomatique prépondérant dans la région ne peut être négligé par les collectivités françaises. Malgré une certaine timidité de la coopération décentralisée franco-turque, il existe de nombreux facteurs qui devraient jouer en faveur d'un développement des relations entre collectivités françaises et turques.

La Turquie fait partie des pays éligibles pour l'appel à projet du ministère des Affaires étrangères et européennes de soutien à la coopération décentralisée européenne pour l'année 2009. Il est important de souligner que dans cet appel, une priorité sera accordée aux nouveaux partenariats notamment dans les pays où la coopération décentralisée française est peu présente.

En 2009, la Turquie sera à l'honneur en France où se déroulera une importante saison culturelle qui débutera en juillet pour se terminer en mars 2010. Cette manifestation sera l'occasion de relancer la coopération, sous toutes ses formes.

Plusieurs collectivités françaises ayant déjà manifesté un intérêt pour la Turquie, Cités Unies France organisera une rencontre entre ces collectivités durant le premier trimestre 2009, en vue de l'éventuelle mise en place d'un groupe pays Turquie.

Pour plus d'informations :

Béatrice Zareczky-Weinberg, chargée de mission

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

MAGHREB DES LIVRES

Le samedi 7 et dimanche 8 février 2009 se tiendra la 15^{ème} édition du **Maghreb des livres**, à la mairie du 13^{ème} arrondissement de Paris, organisée par l'association "Coup de soleil".

Les informations relatives à cet événement sont sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article650> ou de l'association Coup de soleil: www.coupdesoleil.net.

La Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le Développement

La plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement a été lancée, le 16 novembre 2008, à Strasbourg, à l'occasion des Journées européennes pour le développement et est soutenue par la Commission européenne pour une période de deux ans, à compter de janvier 2009.

Conçue comme une structure de dialogue, elle vise notamment à :

- contribuer au renforcement du rôle des collectivités locales et régionales dans la coopération au développement,
- faciliter le dialogue entre les collectivités territoriales et les institutions européennes, notamment la Commission européenne,
- faciliter l'échange d'informations, d'expériences et le dialogue entre elles et avec les autres acteurs du développement parmi lesquels les ONG.

Plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article595>

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article621>

Dernières informations concernant le programme « Acteurs non-étatiques et autorités locales dans le développement »

Dans le cadre du premier volet de l'objectif 1, intitulé « Actions aiming at promoting an inclusive and empowered society in partner countries - In-country interventions in targeted partner countries » du plan d'action annuel 2008 », du programme thématique « Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement », 36 appels à proposition décentralisés ouverts aux collectivités territoriales seront lancés d'ici mars 2009.

A ce jour, 4 appels ont d'ores et déjà été lancés : Kazakhstan, Nicaragua, Rwanda et Vietnam. L'appel à propositions relatif au Honduras est annoncé sur le site Internet d'Europeaid.

La délégation de la Commission européenne à Hanoi a organisé, le 10 décembre dernier, une réunion d'informations relative à l'appel à proposition décentralisé Vietnam pour le programme ANE-AL (Crédits 2008 - Action en 2009 - Référence: 127784), publié le 18 novembre dernier et dont la date limite de candidature est fixée au 6 mars 2009.

Plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article599>

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article622>

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article623>

NB : A ce jour, aucun des appels à propositions centralisés n'a été publié.

Plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article598>

Autres appels à propositions en cours

Israël - Appel à propositions « Local and Regional Cultural Activities 2009 » - Référence : 127784 (Date limite de candidature : 23/01/09)

Océan Indien - Programme Régional de Gestion durable des Ressources des Zones Côtières des pays de l'Océan Indien – Référence : 127717 (Date limite de candidature : 2/02/09)

Asie - Appel à proposition pour 2009 du programme « SWITCH-Asia Promoting Sustainable Consumption and Production » - Référence : 127660 (Date limite de candidature : 27/02/09)

Zone IEVP - Programme CUIDAD - Coopération en matière de Développement Urbain et de Dialogue - Appel à proposition - Référence : 127778 (Date limite de candidature : 27/02/09)

2ème appel à proposition **INTERREG IV C** (Date limite de candidature : 30/01/09)

2ème appel à projets national « **Actions innovantes transnationales** » du **Fonds Social Européen** (Date limite de candidature : 30/01/09)

Plus d'informations sur le site internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique88>

Appels à propositions à venir

Zone IEVP - Appel à proposition du programme « Waste governance » - Référence : 127240

Russie - Appel à proposition pour 2009 du programme « Institution Building Partnership » (IBPP): Support to Civil Society and Local Initiatives – Date de publication indicative : printemps 2009

Russie - Appel à proposition pour 2009 du programme « Institution Building Partnership » (IBPP): Support to EU - Russia Cultural Cooperation Initiatives – Date de publication indicative : printemps 2009

Prochaines réunions organisées par la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne

La Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne organisera :

- une rencontre **sur l'état de la programmation des projets européens d'aide extérieure** au titre des nouveaux instruments : le 8 décembre 2008, de 9h30 à 12h30, dans ses locaux.

Plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article636>

- une session d'information sur le programme « **Acteurs non-étatiques et autorités locales dans le développement** » de l'Instrument de Coopération au Développement : le 17 décembre 2008, de 9h 30 à 12h30, dans ses locaux. Cette session s'adresse aux autorités locales françaises et à leurs réseaux.

Plus d'informations sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article640>

Annuaire des régions 2008

L'annuaire Eurostat 2008, « L'Europe en chiffres », a été publié le 30 octobre dernier et présente une sélection complète de données statistiques sur l'Union européenne, ses États membres et les pays candidats.

Le chapitre 13 de ce document, intitulé « Les régions d'Europe », propose une vue d'ensemble des régions des 27 États membres, ainsi que des régions des trois pays candidats (Croatie, Ancienne République yougoslave de Macédoine et Turquie) et des quatre pays de l'AELE (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse).

Il est téléchargeable sur le site Internet d'Eurostat :

http://cupp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page?_pageid=2693,70381876,2693_70592044&_dad=portal&_schema=PORTAL

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Les collectivités locales et régionales, reconnues sur la scène internationale (Conseil mondial de CGLU)

Le Conseil mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) qui s'est déroulé du 27 au 30 novembre à Istanbul a permis de se rendre à l'évidence : les collectivités territoriales existent aujourd'hui sur la scène internationale et sont reconnues, par les organisations des Nations Unies. D'autres organisations, telle que l'OCDE et son comité d'aide au développement, font preuve d'un début d'ouverture envers CGLU.

C'est ainsi que CGLU a pu faire valoir le rôle essentiel des collectivités territoriales pour répondre à l'agenda international de l'efficacité de l'aide : un document de positionnement a été adopté dès juin, lors d'une conférence à Rome, entre le forum ECOSOC des Nations Unies et CGLU, affirmant le rôle des collectivités territoriales pour le développement et la mise en œuvre de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Le plan d'action du sommet d'Accra sur l'efficacité de l'aide, par contre, adopté début septembre 2008, ne fait aucune allusion au rôle primordial des collectivités locales à cet égard. Les « nouveaux acteurs du développement » dont l'arrivée est mentionnée, ne sont pas spécifiés et les collectivités ne se retrouvent pas non plus dans la catégorie « société civile ».

CGLU continuera dans les prochains mois à prôner le rôle des collectivités locales dans l'efficacité de l'aide et sur l'agenda international. Cela est d'autant plus important que les exigences en termes de cohérence de l'aide, y compris de cohérence avec l'aide bilatérale, se font de plus en plus pressantes. Ce sujet est porté par le groupe de travail « CIB », qui porte sur le renforcement institutionnel et la formation, lui-même rattaché à la commission coopération décentralisée de CGLU, portée par la ville de Lyon, et en particulier par les adjoints MM. Daclin et Julien-Laffèrière. Un document de positionnement sur l'efficacité de l'aide et les autorités locales est en cours de rédaction.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Crise alimentaire mondiale, le rôle des acteurs locaux : collectivités, associations, ONG

Quelques mois après les violentes émeutes de la faim qui ont touché une trentaine de pays en développement, le monde reste en proie à une crise alimentaire grave. On estime aujourd'hui que 850 millions de personnes souffrent de faim (Source FAO). Les prix agricoles flambent depuis deux ans et n'ont jamais été aussi volatiles. Cette année, la facture d'importation alimentaire des pays les plus pauvres ne cesse d'augmenter (elle a quadruplé en quatre ans). Dans un contexte d'inégalités croissantes de revenus dans le monde, la crise alimentaire touche les populations qui ne peuvent plus faire face à la hausse des prix des produits agricoles.

Quelles sont alors les principales causes de cette crise ? La hausse du prix du pétrole qui a un impact sur la chaîne de l'alimentation, les facteurs conjoncturels climatiques, la demande des pays émergents comme la Chine et la demande croissante en agro carburants.

Si les causes sont multiples, cette situation semble en premier lieu liée à la limitation du développement de l'agriculture dans les pays en développement. Les institutions internationales ont été les premières à recommander aux Etats des pays pauvres de limiter leurs dépenses pour l'agriculture. Cet arrangement a fonctionné, pendant près de deux décennies, tant que les cours internationaux des échanges de produits agricoles restaient bas. Or cette situation a changé depuis peu, au gré des pratiques spéculatives. Le résultat direct a été l'appauvrissement, durant des années de centaines de millions de paysans. La nouveauté réside dans le fait que les populations urbaines, dépendantes de l'extérieur pour leur alimentation quotidienne sont désormais elles aussi touchées.

Quelles solutions s'offrent à nous pour mettre un terme à cette situation de dépendance vis-à-vis des produits d'importation ?

La solution durable consiste à aider les pays en développement à dynamiser leurs économies agricoles locales. Pour relancer la production, il faut trouver le juste équilibre entre la multiplication des rendements et la préservation des écosystèmes. De nombreux paradoxes persistent, comme la concurrence que constituent les aides extérieures venant des ONG vis-à-vis des marchés locaux. Enfin, il faut stimuler les petits producteurs afin que les régions rurales des pays en développement augmentent la production agricole.

C'est donc tout un soutien à l'agriculture des pays à vulnérabilité alimentaire qu'il faut relancer et non une politique de libéralisation accélérée de ce secteur livré aux aléas des marchés internationaux. Le développement agricole doit devenir une priorité dans l'agenda de la coopération internationale.

Dans cette perspective, et en raison de la place qu'occupe la coopération décentralisée aujourd'hui, il semble nécessaire de s'interroger sur le rôle des autorités locales face aux problèmes d'accès aux produits alimentaires. En France, de nombreuses collectivités, structures associatives et autres acteurs locaux, ont été interpellées par la crise alimentaire mondiale actuelle et plus particulièrement ses conséquences sur le continent africain.

Le 16 octobre 2008, une journée de réflexion et d'échanges intitulée « Développement de la faim : l'Afrique peut-elle se nourrir elle-même et comment ? » a été organisé par le Comité

Français pour la Solidarité Internationale, la revue Alternatives Economiques et Cités Unies France. Lors de cette rencontre, les collectivités françaises et leurs partenaires ont confronté leurs visions et leurs pratiques des partenariats de coopération décentralisée axés sur les thématiques « agriculture et alimentation ».

À la suite de cette journée de concertation, et sur proposition de Charles Josselin, le Comité Français pour la Solidarité Internationale et Cités Unies France ont formulé le souhait d'identifier et d'analyser la vision et les pratiques des acteurs locaux français engagés dans cette thématique.

Tristan Routier réalise actuellement une étude sur le traitement de la question alimentaire dans les partenariats de coopération décentralisée avec l'Afrique, en particulier. L'objectif de ce travail est d'acquérir une connaissance approfondie des démarches des collectivités françaises existantes ou en gestation dans les domaines agricole et alimentaire, en mettant en lumière leurs contraintes et leurs atouts. Un questionnaire sur les pratiques, les réflexions et les apports de la coopération décentralisée sera diffusé dès le mois de décembre 2008 auprès des collectivités territoriales et organisations de la société civile française.

Pour plus d'informations :

Tristan Routier, chargé d'études

Courriel : etude@cites-unies-france.org

Astrid Frey et Constance Koukoui, chargées de mission, pôle Afrique

Courriels : c.koukoui@cites-unies-france.org ; a.frey@cites-unies-france.org

Journées européennes du développement : CUF présent aux côtés de la société civile

Cités Unies France a largement été présent lors de la troisième édition des Journées européennes du développement : aux côtés des autres collectivités européennes, pour le lancement de la plate-forme européenne des autorités locales et régionales pour le développement ; aux côtés des autorités nationales et européennes, pour le lancement de la charte européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale ; mais aussi aux côtés de la société civile. Depuis 2005, en effet, Cités Unies France est membre de la coalition pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, Action mondiale contre la pauvreté France (AMCP France).

En 2008, AMCP France s'alliait aux plateformes plus spécialisées, autour du financement du développement, (dette et développement, publish what you pay) agenda international oblige : du 29 au 2 décembre s'est tenu le sommet de Doha, sur le financement du développement, faisant suite à la conférence de Monterrey, en 2002. Un document de positionnement, avalisé par le bureau exécutif de Cités Unies France, a été adopté ; puis, le 18 septembre, une conférence de « dialogue à haut niveau », organisé à Paris. Hubert Julien-Laffèrière, adjoint à la ville de Lyon, représentait Cités et Gouvernements Locaux Unis et Cités Unies France à cette occasion. (Pour plus d'informations : <http://www.2005plusdexcuses.org>.)

Pour les journées européennes du développement, placées sous le signe de la gouvernance locale, le thème choisi par AMCP France était celui de « Gouvernance locale et réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement : comment assurer que les revenus des ressources naturelles bénéficient vraiment aux populations ? ». Partant du paradoxe « richesse en ressources naturelles – pauvreté de la population », une spécialiste de Transparence internationale, Mme Kulan Amin et la députée européenne Marie-Hélène Aubert, étaient invitées à exposer la situation et rechercher des solutions aux côtés de deux témoins : Mamadou Dramé, maire de Kindia (Guinée Conakry) et Modeste Ndongala (responsable des relations extérieures de l'union nationale des travailleurs du Congo, RDC)

La salle, d'une capacité de 60 places, était largement remplie et le public intéressé.

Cet atelier a été préparé par le Secours catholique – Caritas France, Cités Unies France et la CGT, à l'image du caractère multi-acteurs d'AMCP France. Le compte-rendu est en cours de rédaction et figurera aussi sur les pages Education au développement/OMD du site de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission, pôle Afrique

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Responsable des relations internationales en collectivités

A partir du 15 décembre 2008 et jusqu'au 12 juin 2009, l'**Ecole nationale d'application des cadres territoriaux (ENACT) de Nancy** organise le cycle de formation professionnelle « responsable des relations internationales en collectivités ».

Cette formation s'adresse aux responsables «relations internationales» nouvellement recrutés ou pressentis pour occuper ce poste et aux professionnels souhaitant ré-interroger leurs pratiques, actualiser leurs connaissances et développer leurs réseaux mais également aux agents territoriaux en charge de projet de coopération décentralisée.

Cités Unies France a été sollicité, avec d'autres partenaires pour préparer au côté du CNFPT cette nouvelle édition du cycle de formation.

Le premier module, piloté par Cités Unies France, est intitulé « action internationale des collectivités territoriales ». Il se déroulera à l'ENACT de Nancy du 16 au 20 mars 2009.

Pour plus d'informations :

Emmanuel Thouary, responsable formations Europe et International

Centre national de la fonction publique territoriale

Ecole nationale d'application des cadres territoriaux des cadres

Tél. : 03 83 19 22 30

Courriel : emmanuel.thouary@cnfpt.fr

Guyline Traoré, chargée de mission, pôle Appui conseil

Cités Unies France

Tél. : 01 53 41 81 85

Courriel : g.traore@cites-unies-france.org

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

DÉCEMBRE 2008

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
1er Forum franco-argentin de la coopération décentralisée	Buenos Aires et La Plata	1 - 5 décembre	Forum
VIème Conférence annuelle AERYC « Cohésion sociale et gouvernance démocratique »	Barcelone	1 - 2 décembre	CGLU
Réunion du comité de pilotage des assises de la coopération décentralisée franco-israélienne	Paris, CUF	2 décembre (après-midi)	CUF
11ème édition des Entretiens territoriaux de Strasbourg (ETS) sur le thème : « Elargir les frontières de l'action territoriale »	Strasbourg	3 - 4 décembre	CNFPT
Conférence nationale du programme concerté Maroc (PCM) sur le thème de la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales	Rabat	5 décembre	PCM - CUF
2èmes Rencontres régionales de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	Hôtel de Région du Limousin Limoges	6 décembre	Conseil régional du Limousin
Comité directeur du CCRE	Paris	8 - 9 décembre	CGLU
VIème Conférence des villes signataires de la Charte européenne des droits de l'Homme dans la ville	Genève	8 - 9 décembre	CGLU
14ème Conférence des Nations Unies sur le changement climatique: session plénière sur le rôle des gouvernements locaux	Poznan (Pologne)	9 - 11 décembre	CGLU
Assises de la coopération décentralisée franco-maliennes	Bamako	12 - 14 décembre	Associations des pouvoirs locaux maliens
Réunion du groupe-pays Bénin	CUF	16 décembre	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion : « Eau, assainissement et coopération décentralisée »	Agadir	18 décembre	PS Eau – Secrétariat du Comité National de l'Eau ; Secrétariat de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée
Sommet Union européenne - Brésil sous présidence française du Conseil de l'Union européenne	Brésil	22 décembre	Union européenne

ANNÉE 2009

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Haïti sur montage d'un dossier de financement européen	CUF	8 janvier	CUF Ville de Suresnes
Réunion du groupe-pays Niger	CUF	14 janvier (matin)	CUF
Réunion du comité de pilotage du programme concerté ANIYA	CUF	14 janvier (après-midi)	CUF - ANIYA
Réunion groupe Tourisme solidaire	CUF	15 janvier (après-midi)	CUF
Réunion des experts de Gouvernements locaux et régionaux sur le changement climatique	Barcelone	19 janvier	CGLU
Réunion groupe- pays Roumanie	CUF	20 janvier (matin)	CUF
Bureau exécutif	CUF	20 janvier (16h00 -17h30)	CUF

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du Groupe Consultatif de Cités Alliance	Barcelone	20 - 23 janvier	Banque Mondiale CGLU
Assemblée générale de Cités Unies France	Paris	21 janvier	CUF
Journée d'études « Retour aux urnes 2008 » : les élections en Amérique latine	Lyon	21 janvier	ENS-Lyon Triangle
Forum Social Mondial (FSM)	Belem (Brésil)	27 janvier - 1 ^{er} février	
Forum des Autorités Locales (FAL) et Forum des Autorités locales de l'Amazonie (FALA)	Belem (Brésil)	30 - 31 janvier	FAL CGLU
Municipalika 2009 : La Bonne Gouvernance Urbaine pour des Villes Inclusives et Durables	Mumbai (Inde)	29 - 31 janvier	CGLU
Assises de la coopération décentralisée franco-marocaines	Agadir	19 - 20 février	Comité de pilotage

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE (nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE (nouvelle édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHEQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE (première édition 2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (première édition 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA (à paraître en 2009)
- Dossier pays SENEGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI (à paraître en 2009)
- Dossier pays BÉNIN (à paraître en 2009)
- Dossier pays BURKINA FASO (à paraître en 2009)
- Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître en 2009)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- franco-américains (en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabè
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens

COLLECTION « REFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « REFERENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée - nouvelle édition refondue paraîtra fin décembre 2008 !

COLLECTION « GROUPE -PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des
partenariats)

- Dossier pays VIETNAM
(2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour
le développement durable,
guides méthodologiques, en
partenariat avec l'AFCCRE et
l'Association 4D. (2005) :
15 euros
- L'évaluation des partenariats de
coopération décentralisée :
10 euros
- Coopération décentralisée au
développement local urbain en
Afrique-2 volumes (2000) :
10 euros
- DVD « Voter en Palestine »
(2007) :
21 euros

PROMOTION !

- Dossier pays PALESTINE +
DVD « Voter en Palestine » :
35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom.....
Prénom.....
Fonction.....
Collectivité.....
Adresse.....
CP..... Ville.....
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque deeuros
à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le
bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC :
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site
Internet de Cités Unies France :
[http://www.cites-unies-france.org/spip.
php?rubrique46](http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46)

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org